

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2005 — 576

[C — 2004/11169]

**29 MARS 2004. — Arrêté royal relatif au Conseil d'Établissement,
instauré par la loi du 26 juin 2002**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juin 2002 relative à l'instauration du Conseil d'Établissement, notamment l'article 3, §§ 1^{er} et 4, modifiés par la loi du 11 mai 2003;

Vu la loi du 11 mai 2003 modifiant la loi du 26 juin 2002 relative à l'instauration du Conseil d'Établissement, notamment l'article 4;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 mai 2003;

Vu l'avis n° 35.904/3 du Conseil d'Etat, donné le 22 décembre 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie, et de Notre Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Conseil d'Établissement comprend deux chambres. L'une connaît des recours introduits contre les décisions rendues en langue française ou allemande.

L'autre connaît des recours introduits contre les décisions rendues en langue néerlandaise.

§ 2. Les présidents, de commun accord, réunissent périodiquement en assemblée les membres effectifs et suppléants des différentes chambres.

Art. 2. Le Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises présente au Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, dans les quarante-cinq jours de la demande qui lui est faite, deux candidats du rôle linguistique français et deux candidats du rôle linguistique néerlandais pour les fonctions d'assesseur effectif au Conseil d'Établissement, ainsi que deux candidats du rôle linguistique français et deux candidats du rôle linguistique néerlandais pour les fonctions d'assesseur suppléant.

Art. 3. Le greffe du Conseil d'Établissement est tenu par deux greffiers nommés par le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions; l'un appartient au rôle linguistique français, l'autre au rôle linguistique néerlandais.

Le Conseil d'Établissement siège dans les locaux du service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie;

Sur décision de leur président, les chambres peuvent, en cas de nécessité, siéger dans un autre local.

Art. 4. Les délais fixés par l'article 3, §§ 2 et 5, de la loi du 26 juin 2002 relative à l'instauration du Conseil d'Établissement, prennent cours selon le cas, à partir du jour qui suit celui au cours duquel est reçue la notification de la décision du guichet d'entreprise ou du service de contrôle, ou à partir du jour qui suit celui au cours duquel le recours est introduit.

Le jour de l'échéance est compté dans ce délai. Si ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prorogé jusqu'au plus prochain jour ouvrable.

La preuve de la date d'introduction du recours est faite par la date du cachet de la poste.

Le recours est signé par l'auteur du recours; il doit être adressé au greffier du Conseil d'Établissement par lettre recommandée à la poste.

Art. 5. Dès réception du recours, le greffier demande au guichet d'entreprises ou au service de contrôle de lui communiquer le dossier.

Le président fixe la date à laquelle les recours sont examinés.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2005 — 576

[C — 2004/11169]

**29 MAART 2004. — Koninklijk besluit betreffende
de Vestigingsraad, opgericht bij de wet van 26 juni 2002**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juni 2002 betreffende de oprichting van de Vestigingsraad, inzonderheid op artikel 3, §§ 1 en 4, gewijzigd bij de wet van 11 mei 2003;

Gelet op de wet van 11 mei 2003 tot wijziging van de wet van 26 juni 2002 betreffende de oprichting van de Vestigingsraad, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 mei 2003;

Gelet op het advies nr. 35.904/3 van de Raad van State, gegeven op 22 december 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie, en van Onze Minister van Middenstand en Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De Vestigingsraad bestaat uit twee kamers. Een kamer neemt kennis van de beroepen ingesteld tegen de beslissingen genomen in de Franse of in de Duitse taal.

De andere neemt kennis van de beroepen ingesteld tegen de beslissingen genomen in de Nederlandse taal.

§ 2. In gemeenschappelijk overleg roepen de voorzitters op geregelde tijdstippen de werkende en plaatsvervangende leden van de verschillende kamers in vergadering bijeen.

Art. 2. Binnen vijfenveertig dagen van de bij hem gedane aanvraag stelt de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen aan de Minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft, twee kandidaten voor van de Franse taalrol en twee kandidaten van de Nederlandse taalrol voor de functie van werkend bijzitter bij de Vestigingsraad, alsmede twee kandidaten van de Franse taalrol en twee kandidaten van de Nederlandse taalrol voor de functie van plaatsvervangend bijzitter.

Art. 3. De griffie van de Vestigingsraad wordt waargenomen door twee griffiers, benoemd door de Minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft; de ene behoort tot de Franse taalrol, de andere tot de Nederlandse taalrol.

De Vestigingsraad houdt zitting in de lokalen van de federale overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

Bij beslissing van hun voorzitter kunnen de kamers, wanneer dit noodzakelijk is, in een ander lokaal zitting houden.

Art. 4. De termijnen bepaald bij artikel 3, §§ 2 en 5, van de wet van 26 juni 2002 betreffende de oprichting van de Vestigingsraad, gaan in, naar gelang het geval, op de dag volgend op die waarop de betekening van de beslissing van het ondernemingsloket of van de controledienst ontvangen werd, of op de dag volgend op die waarop het beroep werd ingediend.

De dag waarop de termijn verstrijkt, is hierin begrepen. Indien deze dag een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Het bewijs voor de datum van indiening van het beroep wordt geleverd door de datum van de poststempel.

Het beroep wordt ondertekend door de appellant; het moet met een aangetekende brief worden gericht tot de griffier van de Vestigingsraad.

Art. 5. Dadelijk na ontvangst van het beroep vraagt de griffier het ondernemingsloket of de controledienst hem het dossier mee te delen.

De voorzitter stelt de datum vast waarop de beroepen behandeld worden.

Art. 6. § 1^{er}. Le greffier convoque les membres effectifs de la chambre du Conseil d'Établissement à l'audience où celle-ci est appelée à siéger. Si un membre effectif est empêché, le greffier convoque immédiatement le suppléant.

A la demande du président, le greffier lui transmet le dossier.

§ 2. Le greffier convoque les parties par lettre recommandée à la poste, huit jours au moins avant l'audience, en indiquant les lieux, jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette consultation se fait sur place, en présence du greffier.

Les personnes habilitées à assister ou à représenter l'auteur du recours peuvent également l'assister ou le représenter lors de la consultation du dossier.

Art. 7. Les chambres du Conseil d'Établissement siègent au nombre de quatre membres, y compris le président.

Le président dirige les audiences; il ouvre et lève celles-ci, accorde et retire la parole et clôt les discussions et les délibérations.

Les audiences ne sont pas publiques.

Le Conseil délibère à huis clos et statue à la majorité des voix. En cas de parité des voix, le recours est déclaré fondé.

Le Conseil peut entendre des témoins, ordonner des expertises, se rendre sur les lieux, requérir des traductions et prendre toutes mesures d'instruction nécessaire. Il peut également déléguer un de ses membres pour procéder à ces devoirs.

Art. 8. Les décisions contiennent les motifs et le dispositif et mentionnent :

1° l'identité complète de l'auteur du recours et, le cas échéant, celle de la personne qui le représente ou l'assiste;

2° la date de convocation des parties, ainsi que leur présence éventuelle;

3° les noms et prénoms des membres du Conseil qui ont participé à la délibération;

4° la date du prononcé.

Art. 9. La décision est rendue par défaut à l'égard de la partie qui, après avoir été convoquée, n'a ni exposé ses moyens par écrit, ni comparu ou été représentée à l'audience.

Une décision rendue par défaut est susceptible d'opposition; celle-ci doit être signifiée par lettre recommandée à la poste. Cette lettre doit être envoyée au plus tard le dixième jour qui suit celui de la réception de la copie de la décision.

Le greffier signale immédiatement l'opposition à la partie adverse et il réinscrit l'affaire.

La partie opposante qui fait défaut une seconde fois n'est plus admise à formuler une nouvelle opposition.

Art. 10. Le greffier notifie, par lettre recommandée à la poste, une copie certifiée conforme de la décision à l'intéressé, au guichet d'entreprises agréé et au service de contrôle.

Art. 11. Entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté :

1° la loi du 11 mai 2003 modifiant la loi du 26 juin 2002 relative à l'instauration du Conseil d'Établissement;

2° le présent arrêté.

Art. 12. Notre Ministre de l'Économie et Notre Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture sont chargées, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 2004.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Économie,
Mme F. MOERMAN

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

Art. 6. § 1. De griffier nodigt de werkende leden van de kamer van de Vestigingsraad uit op de terechtzitting waarvoor deze kamer wordt samengeroepen. Indien een werkend lid verhinderd is, roept de griffier onmiddellijk de plaatsvervanger op.

Op verzoek van de voorzitter bezorgt de griffier hem het dossier.

§ 2. De griffier roept de partijen op met een aangetekende brief, ten laatste acht dagen voor de terechtzitting; hij duidt de plaats, de dagen en de uren aan waarop het dossier kan worden ingezien. Deze inzage gebeurt ter plaatse in het bijzijn van de griffier.

De personen die gemachtigd zijn de appellant bij te staan of te vertegenwoordigen mogen hem eveneens bijstaan of vertegenwoordigen bij de inzage van het dossier.

Art. 7. De kamers van de Vestigingsraad houden zitting met vier leden, de voorzitter inbegrepen.

De voorzitter leidt de terechtzittingen; hij opent ze en heft ze op, verleent en ontleent het woord en sluit de besprekingen en de beraadslagingen.

De terechtzittingen zijn niet openbaar.

De Raad beraadslaagt met gesloten deuren en doet uitspraak bij meerderheid van stemmen. Ingeval van staking van de stemmen, wordt het beroep gegrond verklaard.

De Raad kan getuigen horen, deskundige onderzoeken bevelen, zich ter plaatse begeven, vertalingen vorderen en alle nodige onderzoeksmaatregelen treffen. Hij mag eveneens een van zijn leden met deze opdrachten belasten.

Art. 8. De beslissingen omvatten de gronden en de beschikking en vermelden :

1° de volledige identiteit van de appellant en in voorkomend geval die van de persoon die hem vertegenwoordigt of bijstaat;

2° de datum waarop de partijen opgeroepen werden, alsmede hun eventuele aanwezigheid;

3° de naam en de voornaam van de leden van de Raad die aan de beraadslaging hebben deelgenomen;

4° de datum van de uitspraak.

Art. 9. De beslissing wordt bij verstek gewezen ten opzichte van de partij die na de oproeping haar middelen niet schriftelijk heeft uiteengezet, noch op de terechtzitting aanwezig of vertegenwoordigd is geweest.

Een bij verstek gewezen beslissing is vatbaar voor verzet. Dit verzet moet met een aangetekende brief betekend worden. Uiterlijk de tiende dag na die waarop het afschrift van de beslissing is ontvangen, dient die brief te worden verzonden.

De griffier geeft onmiddellijk kennis van het verzet aan de andere partij en schrijft de zaak opnieuw in.

De partij die verzet aantekent en die een tweede maal in gebreke blijft, kan niet opnieuw verzet aantekenen.

Art. 10. Met een aangetekende brief betekent de griffier aan de belanghebbende, het erkende ondernemingslokot en de controledienst een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing.

Art. 11. Op de dag van de publicatie van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, treden in werking :

1° de wet van 11 mei 2003 tot wijziging van de wet van 26 juni 2002 betreffende de oprichting van de Vestigingsraad;

2° dit besluit.

Art. 12. Onze Minister van Economie en Onze Minister van Middenstand en Landbouw zijn, ieder wat haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 maart 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Mevr. F. MOERMAN

De Minister van Middenstand en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE